



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Fonctionnement de la plateforme Parcoursup

Question au Gouvernement n° 1970

Texte de la question

FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME PARCOURSUP

M. le président. La parole est à Mme Clémentine Autain.

Mme Clémentine Autain. « Ça va bien se passer, c'est sûr ! » Ce sont, madame la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, les mots que vous avez prononcés, mercredi dernier, jour tant attendu pour les 900 000 candidats de la plateforme Parcoursup, jour qui marque un tournant pour les familles pleines d'espoir mais inquiètes à l'idée que le couperet tombe sur les rêves de leurs enfants. Ces mots n'ont pas empêché la déception violente, parfois cruelle, de plus de 70 000 élèves.

M. Fabien Di Filippo. C'est vrai !

Mme Clémentine Autain. Cette année, vous innovez dans le traumatisme : ce sont des propositions de formation qui ont disparu, après avoir fait le bonheur des candidats.

M. Pierre Cordier. Bravo, madame la ministre !

Mme Clémentine Autain. Une erreur humaine, avez-vous dit. J'y vois plutôt le signe d'une bureaucratisation et d'une démission de l'État. Il eût fallu sans doute que les personnels des formations aient le temps de se pencher sur la distinction, dans votre novlangue, entre « listes d'appel » et « listes d'attente ».

Vous avez répondu aux déceptions par le mépris, en affirmant que, « de toute façon, ils n'auraient jamais dû avoir ces formations », parce que vous savez que, de toute façon, il n'y aura pas de places pour tout le monde.

M. Thibault Bazin. Encore un échec du Gouvernement !

M. Fabien Di Filippo. Il faut l'assumer, madame la ministre.

Mme Clémentine Autain. En dix ans, le budget par étudiant a baissé de 10 % : à mesure que l'investissement diminuait, le nombre de lycéens augmentait. Les effets du baby-boom des années 2 000 n'ont pas été anticipés. Vous avez choisi le tri sélectif, avec ses conséquences cyniques. Où sont le progrès et l'élévation de notre société ? Où est le partage des richesses et des savoirs ? Où est l'égalité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

Au nord de la Seine-Saint-Denis, je me bats depuis plusieurs années pour la création d'un pôle universitaire, là où vous et vos amis, vous vous apprêtez à construire, sans rire, une vague artificielle de surf.

M. Fabien Di Filippo. Les marcheurs sont des surfeurs !

Mme Clémentine Autain. Vous voyez, nous n'avons pas le même imaginaire. Selon nous, les projets utiles au bien commun devraient guider l'action publique. Le droit pour tous d'accéder à l'enseignement supérieur de son choix, sans discrimination territoriale, doit être notre objectif.

Madame la ministre, quand en finirez-vous avec la sélection industrielle qu'est Parcoursup ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

M. Fabien Di Filippo. Et du surf.

Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Madame la députée, effectivement, 2 % des formations ont connu des erreurs de paramétrages. Quand on est sur une liste d'appel, on est appelé, et quand on est sur une liste d'attente, on attend d'être appelé.

M. Fabien Di Filippo. Il y a des jeunes derrière votre mépris !

Mme Frédérique Vidal, ministre. Je suis consciente de la difficulté que cela a engendré pour l'ensemble des jeunes concernés et leurs familles. Ils ont été contactés individuellement par écrit, tout d'abord, puis par téléphone par l'ensemble des recteurs. C'est la preuve qu'il y a eu beaucoup d'accompagnement humain, y compris de la part des établissements qui avaient commis ces erreurs.

Puisque vous m'interrogez sur la portée de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, je vous donnerai quelques chiffres. On compte désormais 21 % de boursiers supplémentaires dans l'enseignement supérieur, 23 % de bacheliers professionnels supplémentaires dans les BTS (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM*), 19 % de bacheliers technologiques supplémentaires dans les IUT, 10 % de mobilité géographique supplémentaire,...

M. Régis Juanico. Attendons l'évaluation !

Mme Frédérique Vidal, ministreet une augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche depuis deux ans de 1,3 milliard d'euros. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Si vous ôtez cette somme de 1,3 milliard d'euros, et que vous refaites le calcul sur dix ans, vous verrez alors de quel montant nous avons été capables d'augmenter ce budget.

De plus, cette année, l'Île-de-France est considérée comme une académie unique ; les étudiants peuvent être mobiles sur l'ensemble de la région et accéder à l'ensemble des formations.

M. Erwan Balanant. C'est une grande avancée.

Mme Frédérique Vidal, ministre. D'ores et déjà, un peu plus de 73 % des lycéens ont reçu une proposition, alors que nous sommes à un mois du baccalauréat, parce que, oui, nous avons remis de l'humain (*Exclamations sur les bancs du groupe FI*) et favorisé l'orientation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Je remercie tous les enseignants du secondaire comme du supérieur pour la manière dont ils accompagnent les étudiants.

Données clés

Auteur : [Mme Clémentine Autain](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (11^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1970

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Ministère attributaire : Enseignement supérieur, recherche et innovation

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [23 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mai 2019](#)